



Les licenciements économiques

LOIRE-ATLANTIQUE

Situation au 31/05/2012

Document mensuel



Libre de diffusion sous réserve de mention de la source « Pôle emploi Pays de la Loire »

LES LICENCIÉS ÉCONOMIQUES AU COURS DU MOIS

En mai 2012, **277** demandeurs d'emploi ont été inscrits pour motif licenciement économique. Ce nombre est en hausse de **6,9%** par rapport à mai 2011. Les licenciés avec dispositif représentent **61,4%** de l'ensemble et affichent une hausse de **13,3%**.

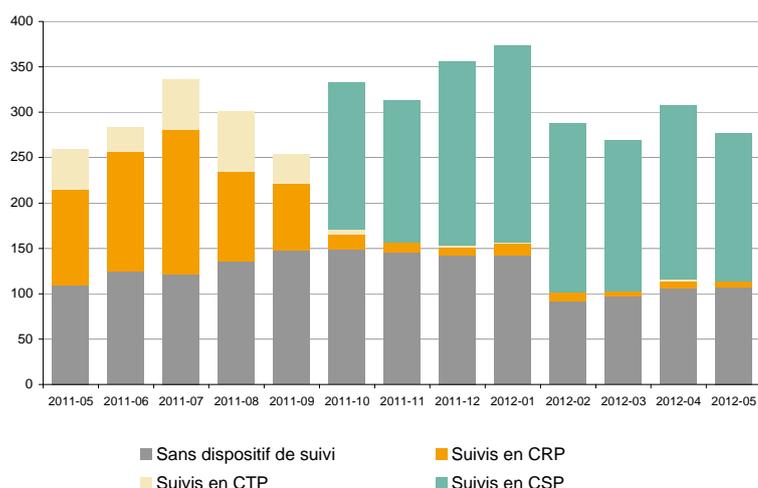
En tendance (moyenne mobile sur 3 mois), le nombre de licenciés économiques progresse nettement, après une longue période de baisse. Stable de septembre à novembre 2011, la valeur moyenne mensuelle repart à la hausse depuis décembre 2011 et fléchit à partir de février 2012 (**285** licenciements en mai 2012).

En un an, **3 694** personnes ont été inscrites pour ce motif sur le département de la Loire-Atlantique (soit une baisse de **13,3%**).

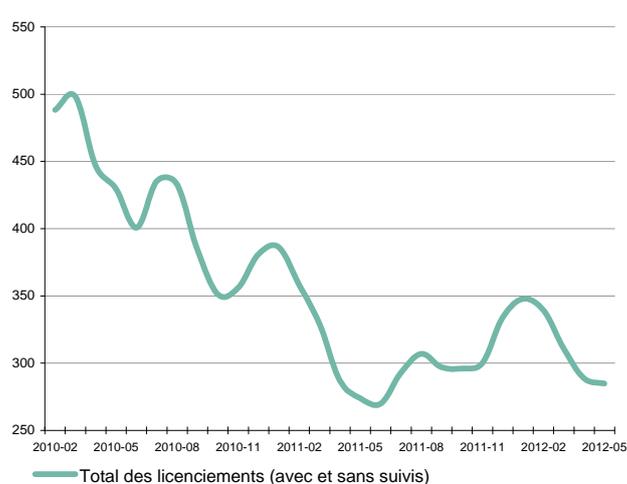
SOMMAIRE

- 1 Les licenciés économiques
- 2-3 Leurs caractéristiques socio démographiques
- La DEFM avec dispositif

Les inscriptions suite à licenciement économique



Moyenne mobile sur 3 mois



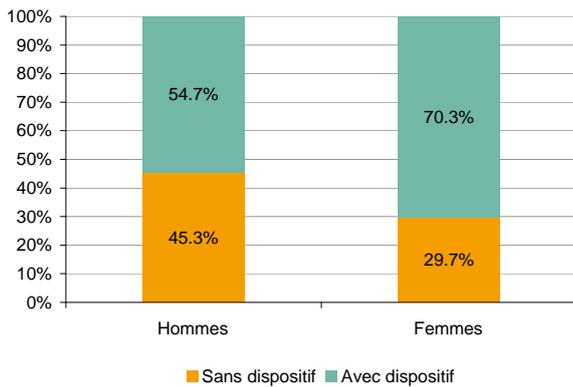
		Licenciés économiques	dont sans dispositif de suivi	%	dont avec dispositif de suivi	%	dont CRP	dont CTP	dont CSP
Valeur mensuelle	mai-12	277	107	38.6%	170	61.4%	7		163
	mai-11	259	109	42.1%	150	57.9%	106	44	
	Evolution	6.9%	-1.8%		13.3%		-93.4%	-100.0%	
Cumul sur 3 mois	mai-12	855	310	36.3%	545	63.7%	20	3	522
	mai-11	822	379	46.1%	443	53.9%	333	110	
	Evolution	4.0%	-18.2%		23.0%		-94.0%	-97.3%	
Cumul sur 12 mois	mai-12	3 694	1 510	40.9%	2 184	59.1%	543	195	1 446
	mai-11	4 263	2 051	48.1%	2 212	51.9%	1 735	477	
	Evolution	-13.3%	-26.4%		-1.3%		-68.7%	-59.1%	

Source Persee

Information méthodologique : Sont comptabilisés comme licenciés économiques au cours du mois, les demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 4, motif CRP (20), CTP (31), ou CSP (34), ainsi que les personnes inscrites en catégorie 1, 2 ou 3 pour motif licenciement économique (11).

LES CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DES LICENCIES ECONOMIQUES

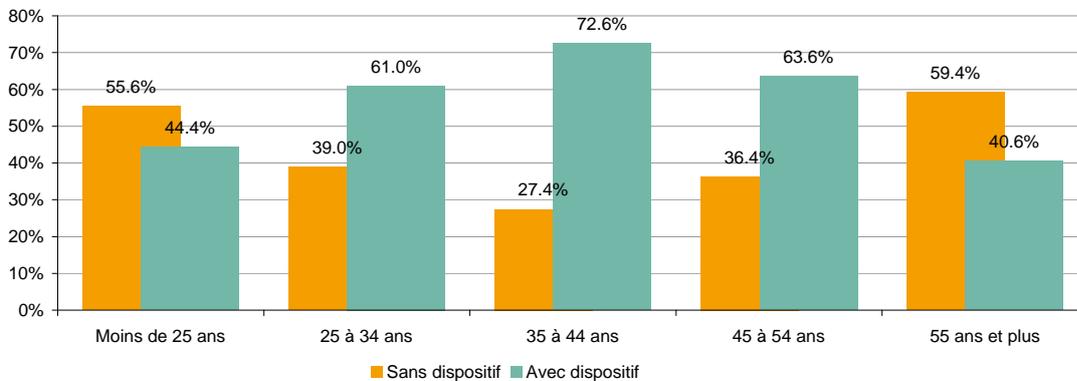
Répartition par sexe



En mai 2012, la proportion des femmes licenciées économiques avec un dispositif (**70,3%**) est nettement plus importante que celle des hommes (**54,7%**).

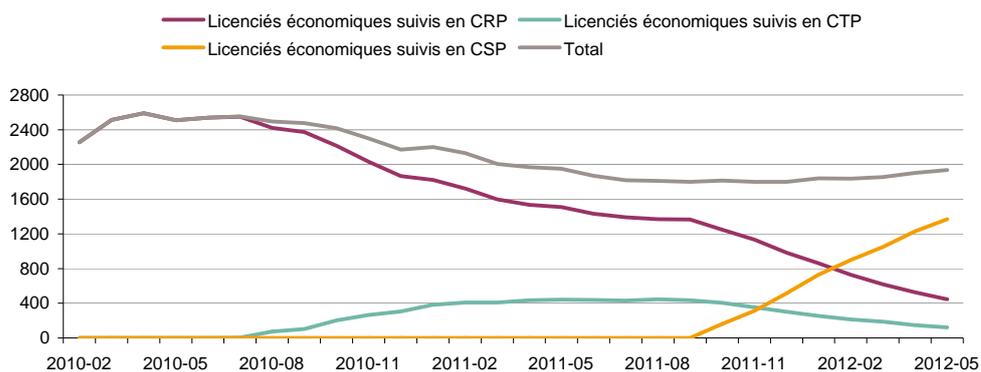
La majorité des tranches d'âge ont une part plus importante d'adhésion à un dispositif (de **61%** à **72,6%**). Seules les tranches d'âge moins de 25 ans et 55 ans et plus ont une part plus importante d'adhésion sans dispositif (**55,6%** et **59,4%**).

Répartition par tranche d'âge



LA DEMANDE D'EMPLOI FIN DE MOIS AVEC DISPOSITIFS DE SUIVI (Cat. D)

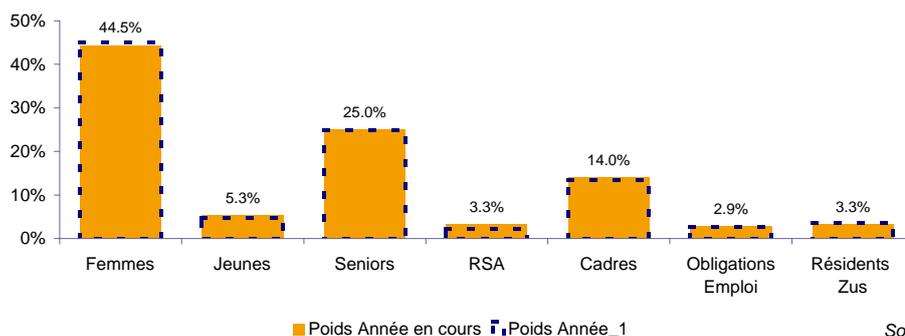
Evolution des DEFM



	mai-10	mai-11		mai-12	
	DEFM	DEFM	Evolution annuelle	DEFM	Evolution annuelle
Licenciés économiques suivis	2 509	1 950	-22.3%	1 937	-0.7%
dont CRP	2 509	1 507	-39.9%	447	-70.3%
dont CTP		443		121	-72.7%
dont CSP				1 369	

	mai-11		mai-12		Evolution annuelle
	DEFM	Poids	DEFM	Poids	
Femmes	878	45.0%	861	44.5%	-1.9%
Moins de 25 ans	93	4.8%	102	5.3%	9.7%
50 ans et plus	483	24.8%	484	25.0%	0.2%
Revenus de Solidarité Active	42	2.2%	64	3.3%	52.4%
Cadres	260	13.3%	271	14.0%	4.2%
Obligations d'emploi	50	2.6%	56	2.9%	12.0%
Résidents Zone Urbaine Sensible	69	3.5%	64	3.3%	-7.2%

N.C. : données non communiquées en raison du secret statistique (données < à 5).



Source Persee

Dispositif de la Convention de Reclassement Personnalisé (CRP) :

Le salarié bénéficiant d'une CRP perçoit une allocation spécifique (ASR) : pendant les 12 premiers mois, l'allocation correspond à 80 % du salaire de référence. Les salariés qui ont moins de 2 ans d'ancienneté peuvent bénéficier du dispositif de reclassement, mais avec une indemnisation moindre (l'ASR). La convention du 19 février 2009 relative à la CRP est entrée en application le 1er avril 2009 jusqu'au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Transition Professionnelle (CTP) :

Mis en place à titre expérimental dans certains bassins d'emplois, le CTP s'adresse aux salariés dont le licenciement économique est envisagé dans une entreprise non soumise à l'obligation de proposer un congé de reclassement. Pendant la durée de ce contrat (maximum 12 mois), et en dehors des périodes durant lesquelles il exerce une activité rémunérée, le titulaire du CTP perçoit une « allocation de transition professionnelle » égale à 80 % du salaire brut moyen perçu au cours des 12 mois précédant la conclusion du CTP.

Ce dispositif prend fin au 31 août 2011.

Dispositif du Contrat de Sécurisation Professionnelle (CSP) :

Le dispositif du contrat de Sécurisation Professionnelle s'applique aux procédures de licenciement économique engagées à compter du 1er septembre 2011.

Il concerne tous les salariés visés par une procédure de licenciement économique qui totalisent au moins 4 mois d'affiliation à l'assurance chômage sur les 28 derniers mois pour les personnes de moins de 50 ans, ou 36 derniers mois pour les personnes de plus de 50 ans.

Le CSP concerne les entreprises de moins de 1000 salariés et les entreprises en redressement ou en liquidation judiciaire (quel que soit le nombre de salariés) qui ont engagé une procédure de licenciement économique.

Le bénéficiaire du CSP perçoit une allocation de sécurisation professionnelle (ASP).

Son montant est fixé à 80% du salaire journalier de référence. Il ne peut être inférieur au montant que le salarié aurait perçu si l'ARE lui avait été versée durant cette période.

Ce dispositif prend la suite du dispositif du CTP et de celui de la CRP.

Situation à l'issue des dispositifs

Catégorie A : Demandeur d'emploi sans activité réduite

Catégorie B et C : Demandeur d'emploi avec activité réduite

Catégorie D : Demandeur d'emploi en formation

Catégorie E : Demandeur d'emploi en emploi (contrat aidé, créateur d'entreprise)

Sortie du dispositif : Demandeur d'emploi non inscrit

DEFM : Demande d'Emploi Fin de Mois

Obligation d'Emploi : Demandeur d'emploi bénéficiant de l'obligation d'emploi instituée par l'article L.323-1 du Code du travail : les travailleurs reconnus handicapés par la CDAPH, les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles, les titulaires d'une pension d'invalidité, etc.

www.observatoire-emploi-paysdelaloire.fr

Le service Statistiques, Etudes et Evaluation est à votre disposition pour tout complément d'information.

Contact : statspdl@pole-emploi.fr

Directeur de publication :
Gwenaél PROUTEAU

Directeur de la rédaction :
Hervé BONNET

Conception et réalisation:
Service Statistiques, Etudes et
Evaluation – Catherine MOULIN et
Brigitte VIGOUROUX